



www.tresor.cgt.fr/23/

n°12 juin 2010

Visites de postes

La CGT Finances publiques a repris son bâton de pèlerin et est repartie sur les routes creusoises pour effectuer des visites de postes. Au programme du jeudi 10 juin, Dun, Bénévent et Royère. Le 17 juin, la trésorerie de Guéret Lapine et la paierie. La pluie et le vent nous ont aussi accompagné. Le climat social et le moral des agents sont aussi morose que le temps.

Les postes visités paraissent agréables à travailler. L'accueil fut sympathique.

Il y a un an, nous évoquions le désarroi des personnels. Rien n'a changé. Les problèmes demeurent.

- Le manque d'effectif est criant. **L'ORE (outil de réduction des emplois)** lamine les services. **En 1994 nos services comptaient 195 agents et 159 agents au 31 décembre 2009.**
- Les applications informatiques se multiplient et ne sont pas aussi performantes qu'on veut bien nous le faire croire.

Les paiements des usagers en espèces sont plus nombreux qu'avant. C'est un signe de la crise qui prive les gens de moyens de paiement.

Les réclamations des usagers sont de plus en plus nombreuses. Elles vont se multiplier avec la mise en place du RSA*.

L'application GAIA, censée faciliter le traitement des réclamations fiscales des usagers n'est plus utilisée par les agents des trésoreries. Elle engendre plus de problèmes qu'elle n'en résout. Les agents sont revenus à l'ancienne méthode qu'est le support papier. Ce constat est le même partout et des deux côtés de la filière. Que de temps perdu alors que l'ancienne méthode marchait très bien.

- La fusion est toujours source d'inquiétude : comment renseigner les usagers sur l'assiette de l'impôt avec moins de personnels et avec une complexité croissante de la législation fiscale.
- Les personnels se plaignent de la lenteur de l'application Hélios et de ses nombreux bugs et lenteurs.
- Les personnels râlent à propos des demandes de statistiques trop nombreuses qui sont réclamées par la TG au profit des demandes parisiennes et dont ils ne voient pas toujours l'utilité. Hauts fonctionnaires qui ne connaissent ou ne veulent pas connaître la situation actuelle des services et en ignorent leurs fonctionnements. La dernière en date pour les postes : il fallait comptabiliser le nombre de personnes reçues dans le cadre de la campagne d'impôt...problème : le tableau pour établir ce compte est arrivé fin mai, soit après la « guerre ». Encore une stat pour rien...

- Les deux trésoreries de Guéret ont fusionné le 1^{er} janvier. Le manque de place est criant.
 - Les agents font remarquer que l'Etat participe largement à l'hostilité d'une partie des usagers envers les fonctionnaires. Le gouvernement entretient les braises.
- La réforme des retraites est également évoquée. Les annonces gouvernementales provoquent des réactions. Les fonctionnaires appelés à payer cette réforme sont les grands perdants. Aucune mesure significative concernant les détenteurs du capital.

La bonne volonté et la conscience professionnelle ont leurs limites que la direction semble ignorer. Travailler plus pour gagner quoi ? Gagner du stress ou du mal être au travail : ce n'est pas la solution.

Nous sommes obligés de constater que le quotidien vécu par nos collègues est dangereux. Les réductions d'effectifs, l'accroissement des charges de travail qui en découle, la fusion et ses contraintes, le manque de soutien de la part de notre hiérarchie qui s'enferme dans une bulle pour ne pas voir la misère en bas, tout cela devient insupportable pour le moral des agents... Tout ceci doit changer, l'enquête menée par un organisme indépendant, l'ARACT, (Agence Régionale Amélioration des Conditions de Travail) doit être le premier pas vers une meilleure prise en compte de tous ces maux au travail pour apporter une solution sur du long terme.

Espérons que Gérard PERRIN saura écouter et apporter des solutions concrètes aux problèmes (quotidiens) récurrents et que les agents n'aurent pas à écouter un monologue.

*RSA : l'exonération de la taxe d'habitation dont bénéficiaient les allocataires du RMI serait supprimée, tout comme celle de la redevance TV. Quant à la prime pour l'emploi, elle pourrait être considérée comme un acompte du RSA. Allez donc expliquer cela aux « **heureux bénéficiaires** » du RSA.

Succès de la journée d'action du 24 juin – DGFIP : en Creuse 64.52 % de grévistes

Taux de grévistes à la DGFIP :

En Creuse :

- ✓ 46.27 % de grévistes - filière gestion publique - 9 postes fermés
- ✓ 89 % de grévistes - filière fiscale

Les agents de la filière fiscale creusoise réalisent le taux de grévistes le plus important de France. Le contexte départemental est pour beaucoup dans cet excellent résultat qui n'est pas seulement du au contexte national. Lors de l'enquête de l'ARACT (enquête sur les conditions de travail) les agents se sont plaints à 80% du manque de dialogue social dans leur filière.

Pour une fois que le département de la Creuse est premier (indicateur grève) cela devrait ravir l'actuel Directeur des Services Fiscaux (futur DLU).

Au plan national :

- 44 500 grévistes à la DGFIP le 24 juin
- 38,58 % dans la filière gestion publique
- 49,15 % dans la filière fiscale

Les 2 sections locales de la CGT (ex SNADGI et TRESOR) viennent de fusionner. La nouvelle section s'appelle CGT Finances Publiques Creuse.

Les membres des 2 syndicats ont élu, le 26 juin, lors de l'assemblée générale 2 co-secrétaires : Cyril DERET (filiale fiscale) et Philippe MADEC (filiale gestion publique).